

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 05/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAVERA ENERGIES SNC

B.P. 13
13117 Martigues

D/SPR/CF/N°356/2024

Références : GD/JPP-D-1900-MRT-2023

Code AIOT : 0006401519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement LAVERA ENERGIES SNC implanté B.P. 13 Avenue du Gros Mourre Lavera 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVERA ENERGIES SNC
- B.P. 13 Avenue du Gros Mourre Lavera 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006401519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Lavera Energies est une installation de combustion exploitant deux turbines (6FA et 6B). L'établissement est régulièrement autorisé pour ces installations au titre de rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées, rubrique qui vise les grandes installations de combustion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions générales eau	AP Complémentaire du 08/02/2012, article 4	Sans objet
2	Prescriptions générales eau	AP Complémentaire du 08/02/2012, article 4	Sans objet
3	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 08/02/2012, article 5	Sans objet
4	Suivi piézométrique	AP Complémentaire du 08/02/2012, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection de ce jour avait pour but de faire le point sur les mesures mises en place par l'Exploitant pour prévenir de la pollution des eaux. La visite d'inspection de ce jour n'a pas appelé de remarque particulière sur ce sujet de la part de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions générales eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2012, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour limiter la consommation d'eau. En particulier la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Le relevé du totaliseur est effectué au minimum une fois par mois, et les résultats sont enregistrés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'Exploitant n'effectue pas directement de prélèvement d'eau, il la reçoit de ses clients, PIMF et Naphtachimie. Il dispose néanmoins de compteur pour mesurer ses consommations et réaliser ses bilans fonctionnels. Le refroidissement des deux unités qui composent cette installation se fait en circuit fermé via un réseau d'aérothermes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions générales eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2012, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours de la

plate-forme.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'Exploitant a fourni et présenté à l'Inspection les plans de ses réseaux internes, ainsi que les plans externes à l'installation et menant jusqu'aux points de traitement et de rejet. Ces plans tracent les dernières mises à jour effectuées et la raison de ces mises à jour.

Sur ces plans, les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux huileuses sont représentés et différenciés par un code couleur, de même que les différents regards. Ces regards sont également identifiés par un code couleur sur le terrain.

L'Exploitant a par ailleurs indiqué qu'il n'y avait pas d'ouvrage particulier sur ses réseaux de collecte des eaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2012, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales dites « propres » sont collectées et envoyées au réseau des eaux propres de NAPHTACHIMIE qui rejoint le bassin de sécurité de l'anse d'Auguette.

Un analyseur adapté à la pollution organique possible est disposé sur le réseau aval afin de déceler toute éventuelle pollution en provenance des installations. Cette surveillance peut être réalisée par d'autres exploitants, notamment le gestionnaire du réseau de collecte des effluents.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées recueillies sur les zones imperméabilisées sont collectées et envoyées vers le réseau d'eaux huileuses d'INEOS MANUFACTURING France SAS qui aboutit dans deux bassins d'orage qui communiquent entre eux :

- le bassin « FCC » de 1756 m³,
- le bassin « Isomérisation » de 1000 m³,

et sont traitées sur la station biologique d'INEOS MANUFACTURING France SAS, avant rejet dans le milieu naturel.

Un analyseur adapté à la pollution organique possible est disposé sur le réseau aval afin de déceler toute pollution en provenance des installations. Cette surveillance peut être réalisée par d'autres exploitants, notamment le gestionnaire du réseau de collecte des effluents.

Les égouts de collecte sont étanches et leur tracé doit permettre le curage. Le bon état de toutes les parties enterrées de collecteurs sera régulièrement vérifié par un service technique qualifié. Ces contrôles seront effectués à minima à l'occasion des grands arrêts d'entretien de l'unité.

Constats :

Le réseau de collecte des eaux pluviales « propres » est bien renvoyé vers le réseau des eaux propres de Naphtachimie. Ces eaux propres sont ensuite envoyées dans l'anse d'Auguette après

analyse par Naphtachimie.

Cette analyse se fait par un préleveur 24 h pour analyse quotidienne par Naphtachimie et mesure en ligne (pH et COTmètre). C'est Naphtachimie qui gère les éventuelles non-conformités.

Le réseau des eaux susceptibles d'être polluées est quant à lui renvoyé vers le réseau d'eaux huileuses de PIMF, qui gère maintenant la station d'épuration. Ces eaux sont traitées par la station d'épuration avant d'être rejetées dans le milieu naturel. La surveillance de la qualité de ces eaux est assurée par PIMF (préleveur 24 h et autosurveillance). C'est PIMF qui gère les éventuelles non-conformités.

Concernant la qualité des égouts de collecte, le dernier contrôle a été effectué en mai 2021 par PIMF. Un contrôle de conformité des canalisations et des regards a été réalisé, et les réparations nécessaires effectuées.

L'Exploitant a indiqué que la fréquence de contrôle est de 3 ans pour les regards et 6 ans pour les tests d'étanchéité. Sur le rapport fourni par l'Exploitant, il est indiqué que la prochaine visite de contrôle d'étanchéité aura lieu en mai 2027 (cohérent avec la fréquence annoncée).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2012, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission

Prescription contrôlée :

Les piézomètres DM10, ATG2 et ATG4 doivent être contrôlés au minimum tous les 3 mois et les résultats de ces contrôles doivent être transmis à l'inspection des Installations classées dans le cadre de l'autosurveillance mensuelle.

Constats :

L'Exploitant réalise une autosurveillance trimestrielle de ses piézomètres, et transmet les résultats à la l'Inspection par courriel.

Type de suites proposées : Sans suite